

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 06/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE

6 rue Alfred Jédelé ZI GARE
BP 20108
68130 Altkirch

Références :
Code AIOT : 0006700644

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2024 dans l'établissement JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 6 rue Alfred Jédelé ZI GARE BP 20108 68130 Altkirch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette visite est de vérifier la bonne maîtrise des rejets aqueux de la société JEDELE_TRAITEMENTS DE SURFACE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEDELE TRAITEMENTS DE SURFACE
- 6 rue Alfred Jédelé ZI GARE BP 20108 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société JEDELE_TRAITEMENTS DE SURFACE est spécialisé dans la protection des métaux contre la corrosion en réalisant des traitements de surface sur métaux par zingage électrolytique.

Au titre des ICPE, la société JEDELE, sur son site d'Altkirch, est autorisée à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 87 740 du 02 juin 1988.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 02/06/1988, article 10.8	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	Demande d'action corrective	4 mois
6	Caractéristiques des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20_Point I	Demande d'action corrective	4 mois
7	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16_Point II
2	Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16_Point I
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/06/1988, article 10.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- **Point de contrôle n°3 :**
En cas de rejet d'effluents non conformes aux limites du pH en sortie de station de traitement physico-chimique, l'alimentation en eau ne s'arrête pas automatiquement.
- **Point de contrôle n°6 :**
Manquement concernant la propreté des installations.

Par ailleurs, l'Inspection a relevé que certaines dispositions actuellement opposables au site (compatibilité milieu, valeurs limites d'émissions) ne sont plus en adéquation avec les dispositions ministérielles opposables aux installations. De fait, il convient que l'exploitant fournisse à l'inspection des installations classées les éléments permettant d'acter du positionnement de l'exploitant quant à ces dispositions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16_Point II
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...]Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, poste de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition des installations classées [...]
Constats : Lors du contrôle en salle, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection un plan de masse (à l'échelle 1/200ème) daté du 02 novembre 2017, faisant apparaître la totalité des réseaux de collecte des effluents présents sur le site. L'exploitant a souligné qu'aucune modification des installations n'a été apportée depuis la dernière mise à jour de ce plan. Suite à l'analyse de ce document et après contrôle par échantillonnage sur le terrain, il n'a pas été constaté d'écart concernant l'adéquation des éléments présents sur le plan et la réalité du site. Cependant, concernant les rejets aqueux du site, il apparaît que l'installation de traitement des effluents possède des dispositifs de type "vannes et postes de mesure (cabines d'échantillonnage automatiques)". Il a été constaté que ces éléments ne sont pas clairement identifiables sur le document transmis. Néanmoins postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan (à jour) de la station de traitement physico-chimique, faisant apparaître les incomplétudes initialement constatées. Les éléments précités n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16_Point I
Thème(s) : Risques chroniques, Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement
Prescription contrôlée : [...] Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons .[...]
Constats : L'activité de la société JEDELE génère des effluents polluants provenant des lignes de traitement de surface. L'ensemble des effluents polluants issus des lignes est traité dans une station physico-chimique, avant de rejoindre le collecteur des eaux pluviales de la commune d'Altkirch dont le milieu naturel récepteur est « l'Ill ». Durant l'inspection, il a été constaté que les effluents issus des bains de rinçage sont collectés par piquage sur cuves, puis par gravité, sont dirigés vers une cuve de neutralisation. Par ailleurs, les effluents issus des bains de dégraissage / décapage (lors des vidanges) sont pompés pour rejoindre la cuve de neutralisation. Lors de la phase de traitement, le pH est ajusté à l'aide d'acide chlorhydrique et de soude. Les effluents transitent ensuite vers une cuve de floculation (alimenté par une pompe de relevage depuis la cuve de neutralisation) où est injecté un floculant anionique. Les effluents floculés sont ensuite acheminés par gravité dans une cuve de décantation. À l'issue, les eaux traitées passent dans un canal de comptage équipé d'un pH mètre, suivi d'une prise d'échantillon. Cette prise d'échantillon se fait par l'intermédiaire d'une cabine de prélèvement automatique. L'accès à la cabine de prélèvement se fait de manière aisée et sécurisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1988, article 10.8
Thème(s) : Risques accidentels, Nature et risques des substances
Prescription contrôlée : Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluent non conformes aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau.
Constats : À la demande de l'Inspection, un test réel simulant un rejet d'effluents non conformes aux limites maximales du pH (à l'aide d'une solution tampon de pH) a été réalisé par l'exploitant. Lors de ce contrôle, il a été constaté que le dispositif de mesure de pH des effluents en sortie de station de traitement, est bien associé à un tableau électrique de contrôle dit « tableau de neutralisation », déclenchant immédiatement un signal lumineux ainsi qu'une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Il est à noter que des fiches de consignes destinées aux personnels, explicitant les procédures à effectuer en cas de dysfonctionnement de la station sont affichées à proximité de l'installation. Cependant, il a été constaté que cette alarme n'est pas associée à une vanne de sectionnement provoquant une coupure automatique de l'arrivée d'eau. En effet, une intervention manuelle est nécessaire sur le tableau de contrôle, afin de déclencher la fermeture de l'alimentation en eau et de fait, stopper les rejets de la station de traitement.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1988, article 10.6
Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation
Prescription contrôlée : L'alimentation en eau sera munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.
Constats : Lors du contrôle sur le terrain, il a été constaté la présence d'une vanne de coupure générale de l'alimentation en eau, à proximité de la ligne de traitement « Zinc – Nickel ». Cette vanne est facilement accessible et clairement identifiée par un panneau situé en hauteur ainsi qu'un marquage au mur, indiquant l'emplacement de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Compatibilité milieux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : [...] Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : – compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) [...]
Constats : L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets des installations. Il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 02 juin 1988 en matière de surveillance des rejets aqueux, depuis les modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant autre l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de rubrique 3260. Aucun élément complet à disposition de l'Inspection des installations classées ne permet de conclure que ce travail d'examen de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur "l'III" a été réalisé par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'engager ce travail à la lumière des éléments qui sont demandés dans les points de contrôle suivants en matière de périmètre du programme de surveillance et Valeurs Limite d'Émission à mettre en œuvre. L'exploitant peut s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) pour le positionnement demandé. Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand-Est.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20_Point I
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance Valeurs limites d'émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...]</p> <p>« Par souci de lisibilité, le tableau des valeurs limites de concentration de l'arrêté ministériel est joint en annexe du présent rapport »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme pour le point de contrôle précédent, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets de l'installation. Comme mentionné ci-avant, aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 02 juin 1988, en matière de surveillance des rejets aqueux, suite aux modifications de réglementation induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autres l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.</p> <p>Aucun élément, à ce jour, n'a été transmis par l'exploitant en vue de se positionner vis-à-vis des éléments précités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de se positionner officiellement vis-à-vis des nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et esthétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'ensemble de l'établissement est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle sur le terrain, l'Inspection a constaté un écart concernant la propreté à l'intérieur de l'atelier de production.</p> <p>En effet, sur la majeure partie des installations ainsi que sur les sols aux abords des bacs de trempage, il a été constaté la présence en quantité importante, de dépôt de corrosion ainsi que d'amas de poussières blanchâtres, qui selon l'exploitant, sont issus des produits ou substances utilisées dans le cadre du processus de traitement de surface.</p> <p>Après échange avec l'exploitant, des opérations de nettoyage sont réalisées deux fois par an.</p> <p>Considérant la prescription explicitant que l'exploitant doit maintenir propre et entretenir en permanence ses installations, l'Inspection considère que les dispositions de la prescription susvisée ne sont pas respectées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de définir des fréquences de nettoyage et d'entretien plus régulières, afin d'éviter l'accumulation d'impuretés au sein de ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 4 mois

ANNEXE

Article 20 point I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017) :

[...]

1- Polluants spécifiques du secteur d'activité

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

	« N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,2 mg/l 0,1 mg/l 50 µg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - pour les installations ayant une activité les ateliers de cadmiage - sinon	
Chrome VI (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j

Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	1393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l 0,4 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - sinon	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Etain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1mg/l 0,25mg/l	- pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel - sinon	

2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

<u>Substances de l'état chimique</u>			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Diphényléthers bromés	-	-	50µg/l (somme des composés)
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l
Penta BDE 99*	60348-60-9	2916	25 µg/l
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-
HeptaBDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l
DecaBDE 209	1163-19-5	1815	-
Chloroalcane C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l au delà de 1g/j
Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l au delà de 1g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l au delà de 1g/j

Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l
Octylphénols	1806-26-4	6600 / 6370 / 6371	25 µg/l au delà de 1g/j
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*	36643-28-4	2879	25 µg/l
<u>Autres substances de l'état chimique</u>			
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l au delà de 1g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l au delà de 1g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l au delà de 1g/j

Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l au delà de 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l
<u>Polluants spécifiques de l'état écologique</u>			
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	<p>- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l</p> <p>- 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l</p>